MENU Rechercher ville, acti Abonnez-vous Se connecter

ENTRETIEN. « La finance n’est pas forcément l’ennemie de la planète mais elle doit vite choisir »

La 8e édition du Climate Finance Day se tient ce jeudi 27 octobre à Paris. Ce grand colloque est dédié aux solutions que le secteur financier peut apporter face au réchauffement climatique. Mais finance et écologie sont-elles compatibles ? Éléments de réponse avec la Nantaise Lucie Pinson, fondatrice de l’ONG Reclaim Finance.

Lucie Pinson, fondatrice de l’ONG Reclaim Finance qui milite pour mettre la finance au service du climat. | STÉPHANE COJOT-GOLDBERG

Ouest-France Propos recueillis par Philippe MATHÉ.

Publié le 26/10/2022 à 14h54

Abonnez-vous

Organisée à Paris ce jeudi 27 octobre par Finance For Tomorrow, la 8e édition du Climate Finance Day va se pencher sur les solutions financières permettant et accélérant les actions de transition et d’adaptation aux enjeux écologiques.

La finance au service du climat ? La Nantaise Lucie Pinson y croit. En 2020, elle a fondé Reclaim Finance, une ONG de recherches et de campagne qui milite pour verdir le système financier. Le combat n'est pas perdu d'avance. À son actif, Reclaim Finance a déjà convaincu de grandes institutions européennes, notamment les banques françaises, d'abandonner le charbon. Après s'être vue décerner le Prix Goldman pour l'Environnement en 2020, elle veut désormais en faire de même avec le pétrole et le gaz.

Lire aussi : Et si le premier geste à faire pour la planète, c'était de changer de banque ?

La finance, c'est l'ennemie de la planète ?

Pas forcément. La finance construit le monde de demain à travers les investissements, les financements et les produits d'assurance qu'elle met en place. Elle peut très bien choisir de les orienter vers les solutions : les énergies renouvelables, la transformation des mobilités… Ou elle peut continuer de financer l'ancien monde, les énergies fossiles et notamment de nouveaux projets de charbon, de pétrole et de gaz qui sont – c'est la science qui le dit – incompatibles avec l'objectif de limiter le développement à 1,5 °C d'ici à 2050. Elle doit choisir : est-ce qu'elle continue à nous mener dans le mur ou est-ce qu'elle se met au service des solutions comme elle dit vouloir le faire ? Rappelons que plus de 450 acteurs internationaux du secteur financier se sont engagés à aligner leurs propres produits et pratiques avec les objectifs climatiques internationaux.

> “Est-ce que la finance continue à nous mener dans le mur ou est-ce qu'elle se met au service des solutions ?”

Pourtant, on retrouve toujours parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre en France les banques, alors qu'elles se sont engagées à suivre les recommandations de l'Accord de Paris sur le climat…

Elles doivent faire le ménage dans leur portefeuille de clients. Elles peuvent toujours continuer à financer des entreprises actives dans les énergies fossiles. Personne ne dit qu'il faut en sortir du jour au lendemain, ça doit se faire progressivement en accompagnant la transformation des secteurs, de l'économie dans son ensemble et des travailleurs impliqués. Par contre, il faut y mettre des conditions en demandant à TotalEnergies, Engie et d'autres grandes entreprises du secteur de lancer de vrais plans de transition.

Ce n'est pas le cas ?

Certaines banques font valoir qu'elles soutiennent des entreprises en transition comme TotalEnergies mais TotalEnergies n'est pas en transition. Certes, elle développe des énergies renouvelables mais cela ne représentera qu'une toute petite partie de son mix énergétique en 2030. Total figure en haut de la liste des clients des banques françaises, notamment le Crédit Agricole qui est la première banque au monde à la financer. Et l'on sait que 70 % des

financements à TotalEnergies vont aller aux secteurs pétroliers et gaziers avec une partie conséquente pour le développement de nouveaux projets.

Éco-anxiété : êtes-vous inquiet(e) face au changement climatique ?

Débattez !

Lire aussi : Cinq questions sur ce projet de plus grand champ gazier au monde, auquel va participer TotalEnergies

Pour le charbon, les grandes banques françaises ont réussi à tourner la page ?
Oui, elles ont fait le travail globalement sur le secteur du charbon, la dynamique est enclenchée. Par contre, sur le pétrole et le gaz, les banques sont en plein déni de la science. De grands acteurs bancaires français continuent de soutenir le développement de nouveaux projets gaziers soi-disant au nom du développement des pays du Sud et d'un principe de transition qui nous mènerait ensuite vers les énergies renouvelables. C'est ne rien avoir compris aux rapports de l'agence internationale de l'énergie et des scientifiques du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ! Il faut plusieurs années pour développer les nouveaux projets des champs gaziers ou de gaz naturel liquéfié. Une fois développés, ils vont être amenés à émettre des gaz à effet de serre pendant des décennies. Le gaz émet énormément de méthane, un gaz qui a un pouvoir de réchauffement 80 fois supérieur au CO2 sur une période de 20 ans. Or c'est bien cette période-là qu'il faut regarder dans un contexte d'urgence climatique.

> “Sur le pétrole et le gaz, les banques sont en plein déni de la science”

Pourtant, en ce moment, l'Europe s'inquiète de notre approvisionnement en gaz…
Les scientifiques ont démontré qu'on a assez d'infrastructures gazières pour répondre à nos besoins. Il ne s'agit pas de faire un choix entre la planète et nous chauffer pendant l'hiver. Au contraire, il s'agit d'accompagner et d'accélérer la transition. Aujourd'hui, les solutions passent par un déploiement massif des énergies renouvelables et par des mesures de sobriété. Y compris par exemple pour lutter contre l'inflation puisqu'elle est liée actuellement à notre dépendance au gaz.
Quelles solutions préconisez-vous avec votre ONG Reclaim Finance ?
Nos équipes peuvent mettre à disposition des banques des informations pour soutenir leur transformation. On identifie des solutions sur la manière dont elles peuvent changer progressivement leur pratique puisque l'on sait bien qu'elles ne vont pas cesser du jour au lendemain tout financement aux entreprises du secteur des énergies fossiles. D'ailleurs, ce

n'est pas souhaitable. Mais il faut être clair sur le chemin à suivre pour s'aligner sur une trajectoire de réchauffement acceptable extrêmement rapidement puisque nous sommes dans une course contre la montre. Toutes nos publications sont fondées sur la science. Elles alimentent des prises de position d'acteurs financiers qui se regardent les uns les autres.

> “Il ne s'agit pas de faire un choix entre la planète et nous chauffer pendant l'hiver”

En fait, vous n'êtes ni avec la finance ni contre…
Nous sommes là pour dialoguer avec le secteur financier. C'est un jeu de plaidoyer, d'accompagnement. On a la carotte et le bâton. Si elles ne font rien, les banques seront taxées de financer le chaos climatique et de faire du greenwashing puisque, je le rappelle, elles ont pris des engagements forts en matière climatique. Il s'agit de joindre le geste à la parole.
C'est quoi la carotte ?
La carotte, c'est ce que les banques ont fait en France en étant sur le charbon parmi les premiers acteurs internationaux à adopter des politiques en accord avec leurs propres promesses. À chaque fois qu'elles font des choses en accord avec la science et leurs engagements, les ONG applaudissent. Il y a une prime réputationnelle à être le premier à agir et à le faire en cohérence.
Et le bâton ?
Le risque réputationnel est réel pour une banque. Ce n'est pas juste dans la presse, il y a aussi des implications financières si des clients les quittent et puis il y a des risques de mobilisation de citoyens, de groupes d'activistes qui mettent la pression sur de grandes multinationales. La demande de banques responsables contre le dérèglement climatique, elle provient des particuliers, des investisseurs mais aussi des collectivités territoriales. Certaines sont en train de travailler sur une révision de leur pratique pour encadrer leurs appels d'offres en direction des banques de manière à sélectionner celles qui sont responsables en matière climatique et de droits de l'homme.

> “Le risque réputationnel est réel pour une banque, il a des implications financières”

Vous serez présente jeudi au Climate Finance Day à Paris ?
Oui, bien sûr. Nous serons notamment attentifs à l'allocution du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Il doit annoncer le démantèlement de Finance for Tomorrow (l'organisme qui organise le rendez-vous) pour le remplacer par un institut de la finance durable, soi-disant pour donner plus de moyens. On l'espère mais ça ressemble plus à une reprise en mains par les barons du secteur financier français.

Ce genre de rendez-vous peut-il déboucher sur du concret ?
Par le passé, des annonces ont abouti mais depuis deux ans c'est au point mort. Les grands acteurs financiers français patinent en matière climatique, ils sont réticents à adopter des politiques pétrole et gaz alignées avec la science puisque cela voudrait dire avoir une conversation extrêmement musclée avec TotalEnergies concernant sa stratégie sur les énergies fossiles. Il faut rappeler que TotalEnergies développe aujourd'hui un projet de pipeline en Afrique de l'Est qui menace les réserves en eau de millions de personnes en plus d'être une calamité pour la biodiversité et le climat.

Lire aussi : Le méga-projet pétrolier du Français Total en Ouganda, symbole de ce qu'il ne faut plus faire

Si les banques françaises ne financent plus TotalEnergies, l'entreprise ira voir ailleurs…
Politiquement, ce serait compliqué pour TotalEnergies de faire valoir qu'elle n'est plus financée par des acteurs financiers français. Si les banques françaises agissent sur le pétrole et le gaz, elles alimenteront une dynamique inexorable de sortie des énergies fossiles. C'est ce qui s'est passé sur le charbon.

Banques - Finance Écologie Transition écologique Nantes Pays de

En continu

18h08 DIRECT. Bucarest - PSG : suivez le match de Ligue des champions en live

18h05 VIDÉO. Le peintre français Pierre Soulages, célèbre pour ses « Outrenoirs », nous a quittés

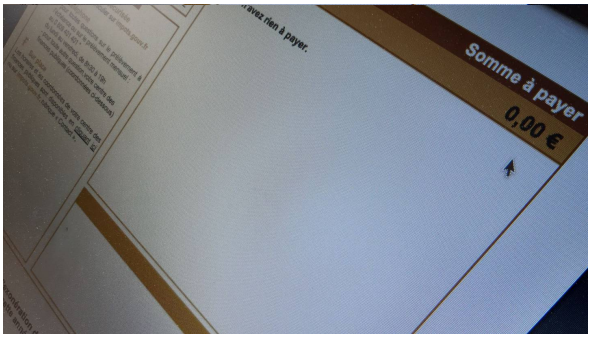
18h02 L'ancien ministre Kader Arif condamné par la CJR à un an de prison avec sursis pour favoritisme

18h00 PODACST. Le son effrayant du champ magnétique terrestre

18h00 Brésil : où en est la déforestation de l'Amazonie après quatre années de présidence Bolsonaro ?

Sélection MoneyVox

Ticket resto, impôts, crédit immobilier, bourse... Ce qui change en octobre pour votre budget



Taxe d'habitation et redevance TV : votre étonnant avis d'impôt 2022 est disponible

Finance

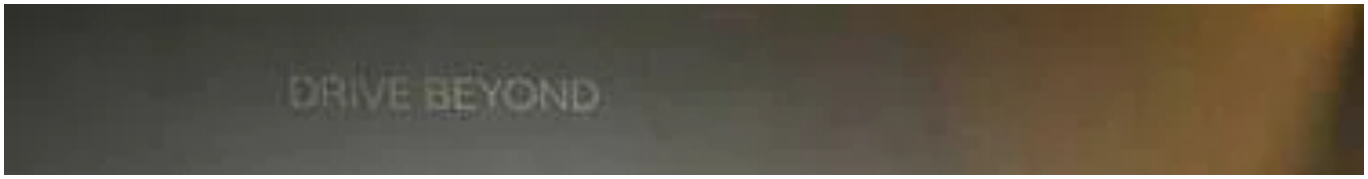
Les tops articles sur : Banques - Finance

Immobilier : « Le problème n’est pas la remontée des taux de crédit mais le manque de logements »

Ouest-France 25/10

La BCE prépare un nouveau tour de vis monétaire

Ouest-France 24/10



Le Crédit agricole commande à Hopium 10 000 voitures à hydrogène, fabriquées en Normandie

Ouest-France 24/10

Voir +

Nos partenaires

Agréé par ouest france

La presse impressionnée par Lionel Messi et la puissance offensive du PSG

MadeInFoot 11h47

Le calendrier des vacances scolaires de l'année 2022-2023

Kalendrier 09h49

Souhaits et vœux : exemples et modèles de textes

Idée Texte 09h49

Newsletter Économie

Chaque samedi, ce qu’il faut retenir de l’actualité économique de la semaine

Votre e-mail OK

Votre e-mail, avec votre consentement, est utilisé par Ouest-France pour recevoir notre newsletter. En savoir plus.

L’appli, l’info en temps réel !

Suivez l'actualité qui vous intéresse en ajoutant vos villes et thématiques favorites.

Je télécharge

Suivez-nous

SITES D'ACTUALITÉ

SERVICES

SHOPPING

Les applications mobiles du groupe SIPA **Ouest-France** disponibles en téléchargement

Mentions légales | Données personnelles | Cookies | CGU | Qui sommes-nous ? | Tarifs de références | Charte utilisateur | Plan du site | Plan des élections | © Ouest-France

Logo Digital Ad Trust